

Le M23, catalyseur des contradictions de l'Afrique des Grands Lacs

Georges Berghezan



22 juillet 2024



Crédit photo de couverture : M23 troops Bunagana 5, le 7 juillet 2012, © *Al Jazeera English*, CC BY-SA 2.0, via [Wikimedia Commons](#).

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent ne rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : [@grip_org](#) -Facebook : GRIP.197

Le M23, catalyseur des contradictions de l'Afrique des Grands Lacs

Résumé

Cette *Note d'analyse* a pour objectif de présenter, dans son contexte régional, la réapparition et la rapide expansion territoriale du M23, ce groupe armé déclarant défendre la minorité tutsie dans l'est du Congo et bénéficiant d'un soutien de plus en plus ouvert du Rwanda voisin.

L'origine du M23 est d'abord rappelée, avant de donner un aperçu de l'évolution de la situation sur le terrain de novembre 2021 à juin 2024, marquée par une progression sans relâche des rebelles à travers le Nord-Kivu. Après avoir présenté les revendications des rebelles et de leurs alliés, la note détaille les différents acteurs, nationaux et internationaux, impliqués dans cette crise : États, groupes armés, mission onusienne, forces régionales, mercenaires, sociétés privées, etc. Ensuite, elle étudie les intérêts sous-jacents à ce conflit, dont ceux, rivaux, du Rwanda et de l'Ouganda, avec comme enjeu central les importantes ressources naturelles du Kivu. Enfin, sont synthétisés les facteurs ayant permis les rapides avancées du M23 pour en arriver à la nécessité d'une issue négociée à cette crise, à l'origine d'une nouvelle tragédie humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Abstract

M23, catalyst of contradictions in the African Great Lakes region

This analysis aims to present, in its regional context, the reappearance and rapid territorial expansion of M23, an armed group claiming to defend the Tutsi minority in eastern Congo and benefiting from an increasingly open support from neighboring Rwanda.

The origin of M23 is first recalled, before giving an overview of the evolution of the situation on the ground from November 2021 to June 2024, marked by a relentless progression of rebels across North Kivu. After presenting the demands of the rebels and their allies, the note details the various actors, national and international, involved in this crisis: States, armed groups, UN mission, regional forces, mercenaries, private companies, etc. Then, the underlying interests of this conflict are examined, including the rivalry between Rwanda and Uganda, with the important natural resources of Kivu as a central stake. Finally, the factors that allowed the rapid progress of M23 are summarized to conclude that a negotiated outcome is the only way out of this crisis, source of a new humanitarian tragedy in eastern DRC.

L'auteur

Georges Berghezan est chercheur associé au GRIP. Il a effectué de nombreux séjours dans les Balkans, et particulièrement en Bosnie-Herzégovine pendant le conflit qu'il couvrit comme reporter-photographe. Ses travaux portent également sur la sécurité et les conflits en Afrique francophone, la prolifération et le contrôle des armes légères et la militarisation du Moyen-Orient.

Pour citer cette publication

Georges BERGHEZAN, « Le M23, catalyseur des contradictions de l'Afrique des Grands Lacs », *Note d'analyse du GRIP*, 22 juillet 2024.

Introduction

Cette *Note d'analyse* a pour objectif de présenter et de tenter de situer, dans son contexte régional, la réapparition et la rapide expansion territoriale depuis 2022 du M23, ce groupe armé déclarant défendre la minorité tutsie dans l'est du Congo.

Pourquoi s'intéresser spécifiquement à ce groupe armé, alors qu'il en existe au moins 120 autres dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC)¹, certains étant assurément encore plus meurtriers que le M23 ?

Le M23 se distingue des autres groupes opérant en RDC d'abord par la rapidité de sa conquête, au moins en partie, de quatre des six territoires du Nord-Kivu, la province la plus peuplée du pays, après Kinshasa. Aucun autre groupe armé ne peut revendiquer le contrôle d'une zone aussi étendue. Cela s'explique, surtout mais pas seulement, par le soutien militaire dont il bénéficie de l'armée d'un pays voisin, une armée disciplinée, aguerrie et puissamment armée. En outre, la plupart des combattants du M23 sont également des militaires professionnels, dont beaucoup de déserteurs provenant des *Forces armées de RDC* (FARDC).

D'autre part, un nombre impressionnant d'acteurs sont impliqués dans ce conflit : outre le M23 et les FARDC, on trouve les armées du Rwanda et de l'Ouganda, la *Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo* (MONUSCO), deux forces régionales qui se sont succédé, divers groupes armés et des mercenaires et sociétés privées. Il n'est dès lors pas surprenant que cette guerre ait une incidence importante sur les relations entre, non seulement la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, mais aussi avec d'autres pays africains, du Kenya à l'Afrique du Sud.

Outre ce potentiel déstabilisateur, la guerre du M23 camoufle des intérêts économiques et géostratégiques majeurs, pour les parties en conflit, mais aussi pour le monde industrialisé, puisque plus de la moitié du coltan, ce minerai indispensable à la production des condensateurs pour appareils électroniques, est extrait dans l'est de la RDC, et en particulier dans la région convoitée par le M23.

Enfin, davantage que les autres conflits à caractère ethnique d'Afrique centrale, l'activisme du M23 attise les tensions et les haines intercommunautaires dans la région des Grands Lacs, où les plaies résultant du génocide rwandais sont loin d'être cicatrisées.

Cette note est structurée en quelques chapitres. Après avoir rappelé les origines du M23, une section est consacrée à l'évolution de la situation militaire, marquée par une progression quasi constante des rebelles depuis la fin de 2021. Leurs revendications sont ensuite présentées, avant d'énumérer les nombreux alliés des protagonistes. La section suivante s'intéresse aux intérêts sous-jacents à ce conflit, avec comme enjeu les fabuleuses ressources naturelles du Kivu. Enfin, la conclusion tente de synthétiser les facteurs qui ont permis la rapide progression de ce groupe armé pour en arriver à la nécessité d'une issue négociée à cette crise, à l'origine d'une nouvelle tragédie humanitaire dans l'est de la RDC.

¹ « [Democratic Republic of the Congo](#) », Global Centre for the Responsibility to Protect, 31 mai 2024.

1. Genèse du M23

Réapparu en 2017, lorsque des escarmouches contre les FARDC ont été à nouveau signalées, le M23 s'était fait connaître en 2012 en s'emparant de nombreuses localités du Nord-Kivu, jusqu'à occuper brièvement la ville de Goma en novembre de cette année. Lâché par son principal soutien, le Rwanda, lui-même sous pression des États-Unis², le M23 a dû se replier en Ouganda après avoir été vaincu sur le champ de bataille en octobre 2013 par les FARDC secondées par une brigade de la MONUSCO³. Son chef, Bosco Ntaganda, s'était entretemps livré à la Cour pénale internationale qui le condamna à 30 ans de prison pour crimes commis en Ituri dans le cadre d'une autre rébellion⁴.

Cependant, outre le soutien rwandais, le M23 a pu compter à l'époque sur des combattants particulièrement bien rôdés au combat, pour la plupart des déserteurs rwandophones des FARDC, et surtout des Tutsis. La plupart d'entre eux avait auparavant appartenu à une autre rébellion pro-rwandaise, le *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP), active dans les deux provinces du Kivu entre 2006 et 2009. La filiation entre les deux organisations est énoncée dans le nom même du M23, pour « *Mouvement du 23 mars* », en référence à l'accord du 23 mars 2009 qui mit fin à l'insurrection du CNDP en intégrant ses membres aux FARDC, un accord qui, selon les responsables et soutiens du M23, a été violé par le pouvoir de Kinshasa⁵.

Si l'on remonte davantage l'échelle du temps, il est aisé d'identifier d'autres « ancêtres » de ces deux mouvements, dont la rébellion du général Nkunda – un des futurs chefs du CNDP – qui culmina avec la prise de Bukavu en 2004, et le *Rassemblement congolais pour la démocratie* (RCD-Goma), cache-nez congolais du Rwanda pendant son occupation d'une grande partie de l'Est congolais de 1998 à 2002. À ce tableau, on pourrait même ajouter la « guerre de libération » qui, grâce au soutien rwando-ougandais, aboutit en 1997 au renversement de Mobutu. Avant qu'elle ne soit revendiquée par l'*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo* (AFDL) de Laurent Kabila, cette insurrection était connue comme la « rébellion des Banyamulenge⁶ ».

2. Réémergence du M23

À l'exception du recrutement, en Ouganda et au Rwanda en 2016, d'au moins 200 ex-membres du M23 sur ordre de Joseph Kabila afin de réprimer dans le sang les manifestations d'opposition à la prolongation de son bail présidentiel⁷, il faudra attendre le début de l'année suivante pour

² Sonia Rolley, « [RDC : Washington appelle Kigali à cesser tout soutien au M23](#) », RFI, 24 juillet 2013.

³ Georges Berghezan, « [Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2ème semestre 2013](#) », Les Rapports du GRIP, 2 décembre 2013.

⁴ « [Fiche d'information sur l'affaire Le Procureur c. Bosco Ntaganda](#) », Cour pénale internationale, août 2021.

⁵ Jason Stearns, « [From CNDP to M23. The evolution of an armed movement in eastern Congo](#) », Rift Valley Institute, Usalama Project, 2012.

⁶ Les Banyamulenge sont un peuple d'ascendance tutsie et parlant le kinyarwanda, langue du Rwanda, vivant d'élevage sur les hauts plateaux du Sud-Kivu.

⁷ « ["Special Mission". Recruitment of M23 Rebels to Suppress Protests in the Democratic Republic of Congo](#) », Human Rights Watch, 4 décembre 2017.

réenregistrer une activité de ce mouvement en territoire congolais. La présence du chef militaire du M23, Sultani Makenga, accompagné d'une centaine d'hommes, est alors signalée sur le mont Sabinyo, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), à proximité de la frontière ougandaise⁸. Cependant, jusqu'à la fin de 2021, rares sont les affrontements avec les FARDC. Le nouveau président, Félix Tshisekedi, peut-être conscient de la menace d'une réactivation du M23, se rapproche de son homologue rwandais, Paul Kagame ; en octobre 2019, Kigali et Kinshasa concluent une « feuille de route conjointe des activités relatives au rapatriement en RDC des ex-M23 présents au Rwanda »⁹. L'année suivante, débutent à Kinshasa des négociations secrètes avec une délégation de la rébellion, mais sans succès¹⁰.

La fin de ces pourparlers semble coïncider avec la proclamation de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri en mai 2021. Au nom de la lutte contre l'insécurité et les groupes armés, les autorités et administrations civiles sont suspendues au profit des militaires. Cependant, cela n'a pas d'effet sur la situation sécuritaire. Au contraire, à partir de novembre 2021, le M23 attaque diverses positions des FARDC, toujours dans le territoire de Rutshuru, en direction de Goma¹¹. C'est également ce même mois que les FARDC et l'armée ougandaise, les *Uganda Peoples' Defence Forces* (UPDF) entament leur opération *Shujaa* (« héros » ou « brave » en swahili), officiellement pour éradiquer la plus ancienne rébellion active en RDC, les *Allied Democratic Forces* (ADF), devenues la branche d'Afrique centrale de l'organisation *État islamique*. Alors que, depuis plus de deux décennies, ce groupe d'origine ougandaise se limitait à piller et égorger des civils du côté congolais de la frontière, les ADF venaient de mener une série d'attentats en Ouganda, ce qui aurait décidé Kampala à envoyer ses troupes les combattre dans leurs fiefs du territoire de Beni au Nord-Kivu¹².

3. Intensification des combats au Rutshuru

Après quelques flambées au début de l'année 2022, les combats s'intensifient en mars. Un missile tiré d'une colline tenue par le M23 abat un hélicoptère de la MONUSCO, tuant ses 8 occupants. Les rebelles tentent de s'emparer du carrefour stratégique de Bunagana, à la frontière congo-ougandaise et à quelques kilomètres du Rwanda, mais sont repoussés par les FARDC secourues par les UPDF. C'est également à cette époque qu'apparaissent les premiers indices d'un soutien direct du Rwanda à la rébellion, ce que Kigali ne cessera de démentir¹³.

⁸ « [RDC : Sultani Makenga et un groupe d'ex-rebelles M23 signalés à Rutshuru \(Témoignage\)](#) », Radio Okapi, 21 février 2017.

⁹ « [Accord de 2019 entre RDC-M23 : « Kinshasa doit dire la vérité au peuple » \(Claudel Lubaya\)](#) », AfriquaActu, 12 juillet 2022.

¹⁰ Moses Kayinamuna, « [DRC: Tshisekedi's secret negotiations with M23, new marriage with Bemba](#) », The Great Lakes Eye, 5 avril 2023.

¹¹ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2022/479, Conseil de sécurité, Nations Unies, 14 juin 2022.

¹² « [L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC. Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?](#) », Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli, juin 2022.

¹³ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2022/479, op. cit. ; Martina Schwikowski, « [M23 rebels resurface in DR Congo](#) », Deutsche Welle, 8 avril 2022.

En mai, secondé par un millier de soldats rwandais, le M23 s'approche à une vingtaine de kilomètres de Goma et s'empare de la plus grande base militaire de la province, à Rumangabo, mais bat en retraite quelques jours plus tard lors de la contre-offensive des FARDC¹⁴. Quinze jours plus tôt, à Pinga, une bourgade du territoire de Walikale (Nord-Kivu), quatre groupes armés avaient décidé de s'unir pour lutter contre le M23, lors d'une réunion à laquelle assistaient des responsables des FARDC, mais aussi des sulfureuses *Forces démocratiques de libération du Rwanda* (FDLR). Considérées comme les héritières des Interahamwe, coauteurs du génocide de 1994, elles sont présentées par Kigali comme une menace majeure à sa sécurité¹⁵.

Le M23 progresse encore en juin, s'emparant de plusieurs localités, dont Bunagana, cette fois-ci sans que les UPDF ne s'y opposent¹⁶. Un rapport, supposément confidentiel et daté de juillet, des experts de l'ONU confirme et détaille le soutien militaire offert par Kigali au M23¹⁷. Au début du même mois, une rencontre entre les présidents Tshisekedi et Kagame semble déboucher sur une accalmie passagère sur le terrain. Simultanément, la RDC adhère officiellement à la *Communauté Est-Africaine* (*East African Community*, EAC), qui décide de déployer une Force régionale pour appuyer les FARDC dans leur lutte contre les groupes armés, en particulier le M23. Les premières unités, composées de soldats burundais, sont déployées dès le mois suivant ; elles seront suivies d'unités kenyanes, ougandaises et sud-soudanaises¹⁸.

La fin de l'année est marquée par de nouveaux gains territoriaux du M23 qui reprend la base de Rumangabo, capture le chef-lieu du territoire de Rutshuru et la cité voisine de Kiwanja¹⁹ ainsi que des localités dans le petit territoire du Nyiragongo, qui borde Goma²⁰. Certaines d'entre elles sont ensuite cédées à la force de l'EAC, mais sans nécessairement entraîner le retrait des rebelles qui en profitent pour passer à l'offensive sur d'autres fronts²¹. Le Groupe d'experts de l'ONU estime que le M23 a, en moins de huit mois, triplé le territoire sous son contrôle. Il dénonce également des violations de l'embargo sur les armes²², à la fois par le Rwanda (troupes déployées en RDC, armement du M23) que par le Congo (soutien à des groupes armés)²³.

¹⁴ Djaffar Al Katanty, « [Heavy fighting as Congo tries to fend off resurgent M23 rebels](#) », Reuters, 26 mai 2022 ; « [Rwanda Inside DRC, Aiding M23 – Report](#) », Voice of America, 4 août 2022.

¹⁵ « [DR Congo: Army Units Aided Abusive Armed Groups](#) », Human Rights Watch, 18 octobre 2022.

¹⁶ Djaffar Sabiti et Stanis Bujakera, « [Congo rebels seize eastern border town, army blames Rwanda](#) », Reuters, 13 juin 2022.

¹⁷ « [Confidential Update: July 2022](#) », Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo.

¹⁸ « [Mutualisation des forces de l'EAC : les groupes armés ciblés par la force militaire régionale](#) », Radio Okapi, 16 août 2022 ; « [East African Community Regional Force \(EACRF\)](#) », East African Community, non daté.

¹⁹ « [RDC: les cités de Kiwanja et Rutshuru aux mains des rebelles du M23, l'ONU élève le niveau d'alerte de ses troupes](#) », Agence Anadolu, 29 octobre 2022.

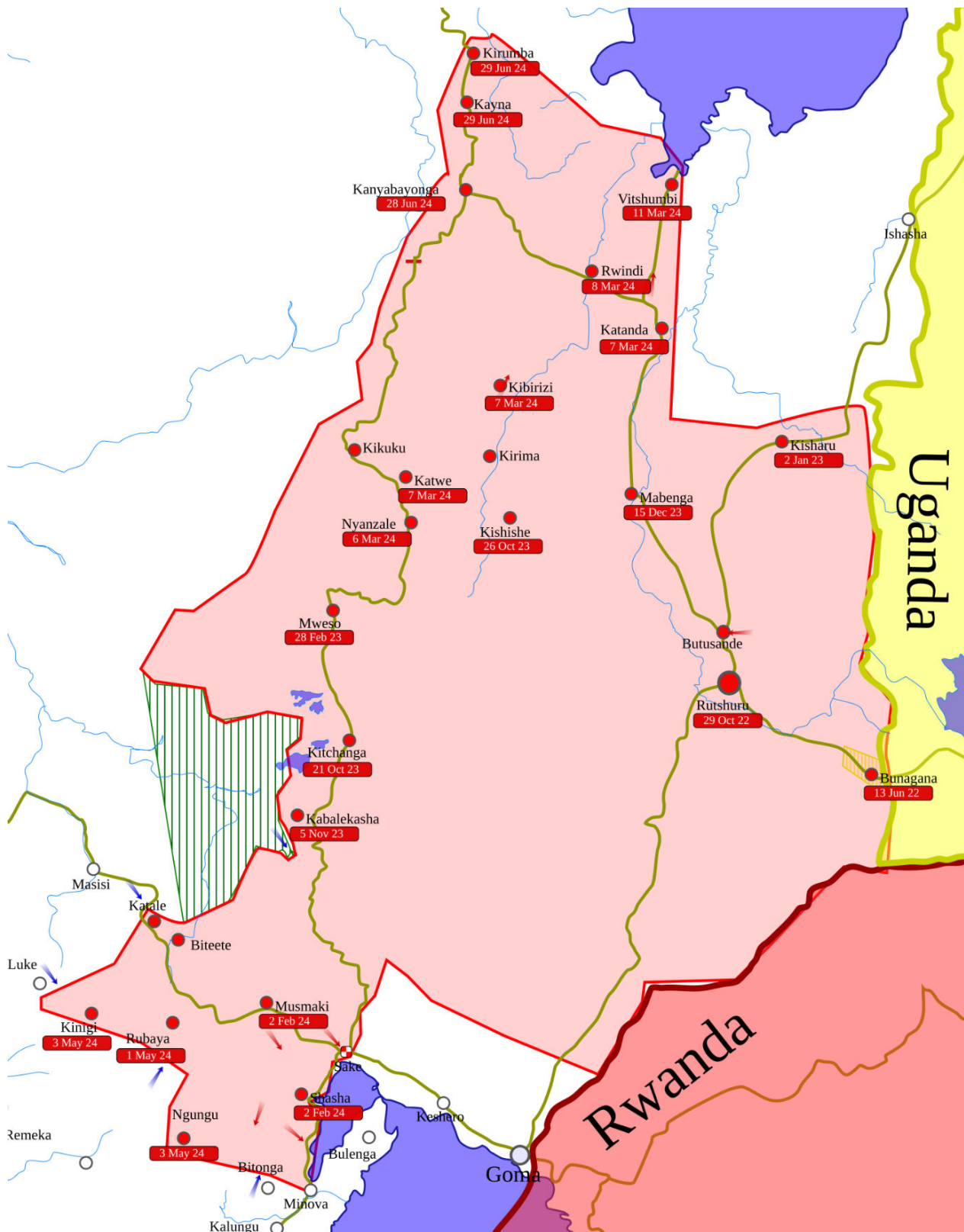
²⁰ « [Thousands displaced as M23 rebels near key DRC city of Goma](#) », Al Jazeera, 15 novembre 2022.

²¹ « [RDC : l'armée congolaise qualifie de "leurre" le retrait du M23 de Kibumba](#) », TV5 Monde, 24 décembre 2022.

²² Seuls les « individus et entités non-étatiques » sont interdits de transferts d'armes en RDC, en vertu de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dont [S/RES/2667 \(2022\)](#).

²³ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2022/967, Conseil de sécurité, Nations Unies, 16 décembre 2022.

Carte 1. Représentation de l'expansion territoriale du M23 dans l'est de la RDC, de juin 2022 à juin 2024



Source : [M23 offensive \(2022 – present\) – Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://en.wikipedia.org/wiki/M23_offensive_(2022%E2%80%93present))

4. Poussée au Masisi en 2023 et au Grand Nord en 2024

Après avoir remis le contrôle de la base de Rumangabo à la force de l'EAC au début janvier 2023²⁴, le M23 lance une offensive dans le territoire de Masisi, non-limitrophe du Rwanda. Il s'empare, notamment, de la cité de Kitshanga, au nord du territoire²⁵, et brièvement, à la fin février, du site minier de Rubaya, d'où proviendrait la moitié du coltan produit par le pays²⁶. Déjà sous la coupe de groupes armés pro-Kinshasa depuis quelques mois, ce qui avait poussé la société qui en détenait les droits d'exploitation à suspendre ses activités, le site est repris par ces mêmes groupes quelques jours plus tard²⁷. Au début mars, alors que le M23 a encore doublé, en trois mois, la zone sous son contrôle²⁸, un cessez-le-feu entre en vigueur, globalement respecté par les FARDC jusqu'en octobre, mais non par les groupes armés alliés, qui affrontent sporadiquement le M23 en divers points du Nord-Kivu²⁹.

Les hostilités reprennent donc en octobre. La contre-offensive des FARDC et de leurs supplétifs permet de reprendre Kibumba, à une vingtaine de kilomètres de Goma³⁰, mais n'empêche pas la perte d'autres localités plus au nord de la province³¹. La fin de l'année 2023 est également marquée par la décision de Kinshasa d'expulser la force de l'EAC, accusée d'inefficacité dans son opposition au M23³², la conclusion d'un accord de défense entre la RDC et le Burundi, autorisant ce dernier à déployer des troupes en RDC, et l'invitation faite à la *Communauté de développement d'Afrique australe (Southern African Development Community, SADC)* d'envoyer des troupes en remplacement de celles de l'EAC. Composée de contingents sud-africains, malawites et tanzaniens, la *SADC Mission in the Democratic Republic of Congo (SAMIDRC)* se déploie à partir de la mi-décembre et semble se concentrer dans la défense de la cité de Sake, important carrefour au sud-ouest de Goma³³.

Si – à ce jour – le M23 n'a pas réussi à s'emparer de Sake, il a contourné la localité par le sud en conquérant, en février 2024, le village de Shasha, également sur le lac Kivu³⁴. Ainsi, il contrôle, au moins en partie, tous les axes menant à Sake, sauf le petit tronçon vers Goma étant encore

²⁴ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/431, Conseil de sécurité, Nations Unies, 13 juin 2023.

²⁵ « [En RDC, le M23 s'empare d'une nouvelle ville, l'armée évoque un retrait 'tactique'](#) », Jeune Afrique, 28 janvier 2023.

²⁶ Pascal Mulegwa, « [Congolese M23 rebels seize major mining town of Rubaya](#) », Anadolu Agency, 27 février 2023.

²⁷ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/431, op. cit.

²⁸ Ibid.

²⁹ « [DRC: two years of M23 rebellion](#) », Africanews, 7 novembre 2023.

³⁰ « [Nord-Kivu : les FARDC délogent le M23 de Kibumba](#) », mediacongo.net, 26 octobre 2023.

³¹ « [Dans l'est de la RDC, fuir sous les bombes du M23](#) », L'Express, 31 octobre 2023.

³² Patient Ligodi, « [RDC: le gouvernement veut le départ de la force de l'EAC d'ici au 8 décembre](#) », RFI, 10 octobre 2023.

³³ « [Nord-Kivu : une soixantaine de rebelles dont un commandant RDF tués lors de bombardements de la SAMIDRC](#) », mediacongo.net, 3 juin 2024.

³⁴ Anicet Kimonyo, « [Guerre du M23 : Kinshasa impuissante, Shasha coupé du monde](#) », Tazama RDC, 4 février 2024.

aux mains des gouvernementaux. Désormais, hormis la voie aérienne ou lacustre, quiconque veut sortir de Goma ne peut aller au-delà de Sake, à moins d'aller au Rwanda via la ville frontière de Gisenyi. De plus, à Shasha, le M23 se retrouve pratiquement avec un pied au Sud-Kivu et a déjà pilonné le nord de cette province³⁵.

Sur les autres fronts également, la situation semble se dégrader pour les FARDC. Dans le nord-est du Rutshuru, le M23 a conquis le petit port de Vitshumbi sur le lac Édouard en mars³⁶. Dans le Masisi, il a repris les mines de Rubaya en mai³⁷. Et sur le front nord-ouest, après plusieurs semaines de combat et avoir bénéficié du renfort de centaines d'hommes de la RDF³⁸, il s'est emparé de Kanyabayonga, cité verrouillant l'entrée du « Grand Nord », soit les deux territoires constituant le nord du Nord-Kivu. Au moment de boucler cette note, le M23 était en train de progresser vers Butembo, ville la plus peuplée de la province avec ses deux millions d'habitants³⁹.

5. Motivations et revendications du M23

Le M23 a justifié sa résurgence par le manque de progrès dans la mise en œuvre de la déclaration sur ses engagements qu'il a faite en décembre 2013, portant sur l'amnistie, le retour des réfugiés et la restitution de biens confisqués ou volés⁴⁰. La « feuille de route » de 2019 et les négociations de Kinshasa en 2020 et 2021 auraient porté sur ces points⁴¹. Cependant, avec l'embrasement du conflit, le discours du M23 – et celui de Kigali – a fortement évolué, brandissant la menace existentielle que poseraient les FDLR pour le Rwanda⁴² et dénonçant des discriminations envers les Tutsis congolais, voire un « génocide » qui serait en préparation ou en cours⁴³.

Un tel discours doit être fortement nuancé. D'un côté, il est irréaliste d'affirmer que les FDLR posent une menace sérieuse au Rwanda. Bien qu'elles soient maintenant armées par les FARDC pour combattre le M23, ce qui pourrait avoir gonflé leurs effectifs, elles ne représentaient tout au plus un millier de combattants avant la réémergence du M23. Et leur dernière attaque d'envergure en territoire rwandais date de 2001⁴⁴, en contraste des innombrables meurtres,

³⁵ « [Est de la RDC : le conflit déborde sur le Sud-Kivu, faisant sept morts](#) », Le Monde, 9 mai 2024.

³⁶ « [Nord-Kivu: le M23 occupe l'enclave de Vitshumbi](#) », Radio Okapi, 11 mars 2024.

³⁷ « [M23 rebels seize key smartphone mineral mining town in eastern Congo](#) », AP, 3 mai 2024.

³⁸ Christophe Châtelot, « [Dans l'est de la RDC, les rebelles du M23 intensifient leur emprise sur le Nord-Kivu](#) », Le Monde, 4 juillet 2024.

³⁹ « [La cité stratégique de Kanyabayonga tombée aux mains des rebelles du M23](#) », Radio Okapi, 28 juin 2024.

⁴⁰ « [Déclaration sur les engagements du Mouvement du 23 mars au terme du Dialogue de Kampala](#) », Afrikarabia, 12 décembre 2013.

⁴¹ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2022/479, op. cit.

⁴² « [RD Congo : quels sont les véritables objectifs des rebelles du M23 ?](#) », TV5 Monde, 14 février 2023.

⁴³ Hudson Kuteesa, « [M23 renews call for action against 'DR Congo-backed genocide'](#) », The New Times, 7 décembre 2022 ; Bazikarev, « [Le général James Kabarebe dénonce l'idéologie anti-Tutsi parmi les opposants au M23](#) », IGIHE, 30 mai 2024.

⁴⁴ « [Should we talk about the FDLR every time we talk about the M23?](#) », Groupe d'étude sur le Congo, 18 août 2022.

viols et enlèvements qu'elles ont commis en RDC depuis trente ans. Comme le déclare le président Tshisekedi, justifier le M23 par les FDLR, comme le font à la fois Kigali et Washington⁴⁵, « *c'est une fausse excuse. Aujourd'hui, les FDLR sont plus un problème pour la RDC que pour le Rwanda* »⁴⁶.

D'un autre côté, il est exact que les événements des dernières décennies ont largement contribué à alimenter un ressentiment violent et sectaire envers les « Rwandais » et assimilés auprès de plusieurs communautés congolaises de l'Est. De nombreux lynchages ont été commis, des villages incendiés, ciblant des Tutsis du Nord-Kivu, des Banyamulenge du Sud-Kivu ou des Hema, assimilés aux Tutsis, en Ituri⁴⁷. Ce ressentiment a encore été attisé par les discours guerriers de plusieurs candidats, dont le président de la République⁴⁸, lors de la récente campagne électorale. Mais la réapparition du M23, sa posture mono-ethnique et le soutien direct de Kigali n'ont fait qu'aggraver l'intolérance du « camp bantou »⁴⁹. Se poser en défenseur d'une seule des 450 ethnies d'une nation en déstabilisant un pays entier ne peut qu'aboutir à l'auto-marginalisation. Quant à l'accusation de génocide, les deux parties au conflit se la renvoient en guise d'argument-massue⁵⁰.

6. Acteurs impliqués au côté des FARDC

Si le conflit, au départ, n'opposait que les FARDC, y compris sa *Garde républicaine*, aux combattants du M23, il se distingue aujourd'hui par l'implication d'un nombre croissant d'acteurs, sur le terrain ou en coulisses.

En vertu de son mandat, qui prévoit notamment des « offensives ciblées » contre les groupes armés et des « opérations conjointes » avec les forces de sécurité de RDC, la MONUSCO demeure un important soutien aux FARDC, notamment dans les domaines du renseignement et du transport⁵¹. Avec celles-ci, elle mène, depuis novembre 2023, l'opération *Springbok* de protection de Goma, menacée par le M23⁵². Mais Kinshasa pourrait bientôt être privée de ce soutien puisque la force onusienne vient d'achever son retrait du Sud-Kivu et devrait prochainement quitter les deux dernières provinces où elle est encore présente, le Nord-Kivu et

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ « [Félix Tshisekedi déclare que le Général Philémon Yav a été accusé de vouloir 'permettre au M23 de prendre la ville de Goma'](#) », mediacongo.net, 24 septembre 2022.

⁴⁷ Carine Dikiefu Banona, « [En RD Congo, le ciblage ethnique perturbe le processus électoral](#) », Human Rights Watch, 6 mai 2023 ; « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/431, op. cit.

⁴⁸ « [Lors de son dernier meeting électoral à Kinshasa, Félix Tshisekedi brandit des menaces contre le Rwanda](#) », actualite.cd, 18 décembre 2023.

⁴⁹ « [Should we talk about the FDLR every time we talk about the M23?](#) », op. cit.

⁵⁰ Marc Perelman, « [Paul Kagame, président du Rwanda : "Nous sommes prêts à nous battre si nécessaire avec la RD Congo"](#) », France 24, 20 juin 2024.

⁵¹ « [Résolution 2666 \(2022\)](#) », S/RES/2666 (2022), Conseil de sécurité, Nations Unies, 20 décembre 2022.

⁵² « [Nord-Kivu : la MONUSCO et les FARDC lancent l'opération Springbok pour protéger la ville de Goma](#) », Maintien de la paix, Nations Unies, 3 novembre 2023.

l'Ituri⁵³. Alors que les autorités – soucieuses de montrer qu'elles contrôlent l'ensemble du territoire national – réclamaient depuis plusieurs années ce retrait, elles ont été soutenues, dans la rue, par une partie de la population urbaine de l'Est, accusant les casques bleus d'inefficacité dans leur lutte contre les groupes armés et de surtout penser à se protéger eux-mêmes⁵⁴. Néanmoins, plusieurs observateurs craignent qu'il en résulte un vide sécuritaire dont profiteraient ces mêmes groupes armés⁵⁵.

Parmi les autres acteurs internationaux engagés dans la crise du M23, il faut donc mentionner la force régionale de l'EAC, qui n'aura passé qu'une bonne année en RDC avant d'en être chassée, elle aussi accusée d'inefficacité, et même de collusion avec le M23⁵⁶. Cependant, son déploiement comme son retrait sont avant tout motivés par les relations volatiles de Kinshasa avec ses voisins d'Afrique de l'Est.

La force de l'EAC a été immédiatement remplacée par la SAMIDRC, une force émanant de la SADC, organisation régionale dont la RDC est membre depuis l'époque de Laurent-Désiré Kabila. Cependant, près de six mois après le début de ses opérations, la SAMIDRC semble encore loin d'atteindre les objectifs fixés en termes d'effectifs – 4 800 hommes – et pourrait être compromise si d'autres organisations – ONU, UA, UE... – n'acceptaient de la soutenir financièrement⁵⁷.

En outre, indépendamment du commandement de la force de l'EAC, plus d'un millier de soldats de la *Force de défense nationale du Burundi* (FDNB) ont été déployés, sous uniforme FARDC face au M23 dans le Nord-Kivu en octobre 2023⁵⁸. Ce déploiement semble être une conséquence directe de la conclusion, quelques semaines plus tôt, d'un accord de coopération militaire entre Kinshasa et Bujumbura⁵⁹. De plus, la FDNB opère au Sud-Kivu afin de prévenir les infiltrations des rebelles burundais du RED-Tabara⁶⁰, groupe opposé au gouvernement de Bujumbura et qui serait soutenu par le Rwanda⁶¹.

Parmi les acteurs plus informels, il y a surtout la nébuleuse des *Wazalendo* (« patriotes » en swahili), armée directement par les FARDC. Cette coalition de groupes armés, formée en mai 2022 à Pinga, regroupe notamment l'*Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain*

⁵³ « [RDC : la MONUSCO a cessé ses opérations au Sud-Kivu dans le cadre de son retrait progressif](#) », Office des Nations Unies à Genève, 1^{er} mai 2024.

⁵⁴ « [Manifestations violentes contre la MONUSCO à Goma : Ce qu'il faut savoir](#) », BBC News Afrique, 1^{er} septembre 2023.

⁵⁵ Michel Liégeois et Michel Luntumbue, « [Défis et enjeux du plan de retrait de la MONUSCO](#) », Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, septembre 2022 ; Romain Vandenheuvel, « [En RDC, le début du retrait de la force de l'ONU inquiète](#) », L'Écho, 28 février 2024 ; Paul Nantulya, « [Understanding the Democratic Republic of the Congo's Push for MONUSCO's Departure](#) », Africa Center for Strategic Studies, 20 mai 2024.

⁵⁶ « [East African regional force starts withdrawing from DRC](#) », France 24, 3 décembre 2023.

⁵⁷ Martina Schwikowski, « [Congo: Can SADC troops defeat M23 rebels?](#) », Deutsche Welle, 13 mai 2024.

⁵⁸ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, Conseil de sécurité, Nations Unies, 30 décembre 2023.

⁵⁹ « [La RDC et le Burundi signent un accord de coopération sécuritaire](#) », RFI, 29 août 2023.

⁶⁰ « [Sud-Kivu : déploiement des troupes burundaises dans la Ruzizi](#) », Radio Okapi, 6 septembre 2023.

⁶¹ « [Le Burundi accuse le Rwanda de soutenir des rebelles et ferme sa frontière avec son voisin](#) », TV5 Monde, 11 janvier 2024.

(APCLS, majoritairement hunde), une faction de *Nyatura* (hutu) et le *Nduma défense du Congo-Rénové* (NDC-R, relativement multiethnique). Mais des responsables des FDLR – combattues jusqu'alors par certains de ces groupes – ont également participé à cette réunion et il est vite apparu que les uns comme les autres étaient alimentés en armes et munitions par les FARDC et combattaient à leurs côtés contre le M23⁶².

Tandis que le président Tshisekedi avait appelé, en novembre 2022, la jeunesse à former des « groupes de vigilance » contre les « velléités expansionnistes » de Kigali⁶³, l'incorporation de supplétifs au sein des FARDC a été légalisée par la publication d'une loi instaurant une « réserve armée de la défense » en juillet 2023⁶⁴, puis d'un décret d'application créant le corps des « volontaires pour la défense de la patrie » deux mois plus tard⁶⁵. Les FARDC auraient, en quelques mois, formé 40 000 membres des « forces négatives » subitement métamorphosés en « réservistes »⁶⁶. Cela a créé un appel d'air et encouragé l'afflux au Nord-Kivu de combattants des quatre coins de la république, du Sud-Kivu⁶⁷ au Maï-Ndombe⁶⁸.

Si les experts chargés par l'ONU de surveiller l'embargo sur les armes continuent de qualifier ce soutien en armes, moyens logistiques et argent liquide de violation du régime d'embargo⁶⁹, le gouvernement de Kinshasa n'est probablement pas du même avis, considérant que les *Wazalendo* ne constituent plus une « entité non-étatique », mais une force officielle. Alors que plusieurs dirigeants de ces « ex-groupes armés » sont accusés de diverses exactions contre les civils et ont été sanctionnés par l'ONU, il est déjà clair que la mesure a contribué à aggraver le chaos et l'insécurité régnant dans les zones du Nord-Kivu encore sous contrôle de Kinshasa⁷⁰. Quant à l'utilité militaire de cette transformation, elle reste à démontrer : c'est bien le M23 qui a repris l'initiative depuis le début de l'année 2024, même si les forces progouvernementales ont paru marquer des points durant le trimestre précédent, marqué par une campagne électorale au cours duquel les *Wazalendo* ont également été actifs pour intimider les opposants au pouvoir en place⁷¹.

⁶² « [DR Congo: Army Units Aided Abusive Armed Groups, Human Rights Watch](#) », 18 octobre 2022.

⁶³ « [RDC: Tshisekedi appelle les jeunes à former des 'groupes de vigilance'](#) », RFI, 4 novembre 2022.

⁶⁴ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, op. cit.

⁶⁵ Coralie Pierret, « [Les « wazalendo », des « patriotes » en guerre dans l'est de la RDC](#) », Le Monde, 13 décembre 2023.

⁶⁶ Paul Nantulya, op. cit.

⁶⁷ Felix Mukwiza Ndahinda, « [RDC: le Blanchissement des Groupes Armés par les autorités Congolaises frustre le processus de Nairobi et Luanda](#) », La Libre Afrique, 19 mars 2023.

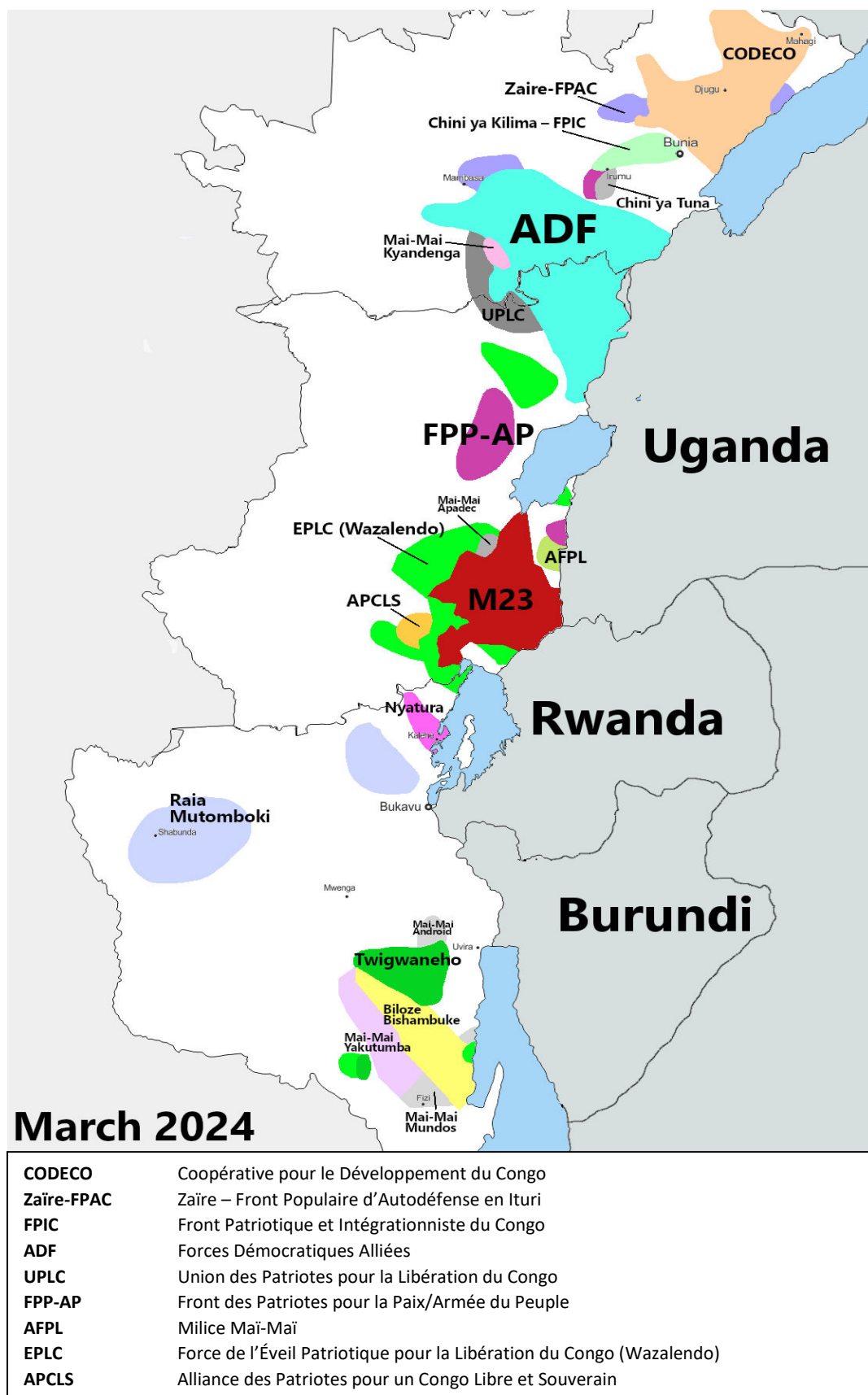
⁶⁸ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, op. cit.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ « [RDC : les Wazalendo, combattants volontaires au cœur de présumés scandales dans l'est du pays](#) », Xinhuanet, 29 avril 2024 ; « [Nord-Kivu : des Wazalendo accusés d'arrestations arbitraires et extorsion dans certaines zones de Masisi](#) », Radio Okapi, 18 juin 2024.

⁷¹ Paul Nantulya, op. cit.

Carte 2. Cartographie des principaux groupes armés actifs dans l'est de la RDC, mars 2024



Source : [Guerre du Kivu – Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_du_Kivu)

En soutien aux FARDC, il est également question de deux sociétés militaires privées qui leur fourniraient un « soutien stratégique et tactique ». L'une d'entre elles, *Congo Protection*, appartenant à un proche de l'ancien premier ministre Sama Lukonde, fournirait un appui dans des domaines comme le transport, la formation et l'encadrement des militaires, notamment le guidage des frappes d'artillerie. La seconde, *Agemira*, enregistrée en Bulgarie⁷² mais dirigée par un Français⁷³, serait chargée d'entretenir de remettre en état la maigre flotte aérienne des FARDC⁷⁴.

Enfin, il est question de « mercenaires occidentaux » ou « russes » en appui aux forces gouvernementales. Après des contacts diplomatiques entre Kinshasa et Moscou en 2022, dont une participation congolaise à une conférence sur la sécurité en Russie, plusieurs médias ont évoqué la prochaine arrivée de la milice *Wagner* en RDC⁷⁵. À ce jour, ces prédictions n'ont pas été vérifiées et auraient été diffusées par des comptes *Twitter* rwandais⁷⁶. En revanche, il semble établi que des « mercenaires blancs » étaient bel et bien basés à Goma en 2023. Il s'agirait pour l'essentiel de Roumains, au nombre de plusieurs douzaines, voire d'une centaine, dont un ancien de la *Légion étrangère* française⁷⁷. D'autres estimations évoquent un total de près d'un millier de combattants étrangers stationnés à Goma⁷⁸. Par ailleurs, vers la mi-2023, Erik Prince, ancien dirigeant de la célèbre firme de sécurité *Blackwater*, maintenant aux commandes du *Frontier Resources Group* (FSG), aurait négocié le déploiement au Congo de 2 500 mercenaires latino-américains, mais aucun accord n'aurait été trouvé⁷⁹.

7. Acteurs impliqués aux côtés du M23

Le principal soutien du M23 est sans conteste la *Rwanda Defence Force* (RDF). L'implication directe de l'armée rwandaise dans le conflit en RDC a été remarquée dès le début 2022. Elle semble n'avoir cessé de prendre de l'ampleur puisque, en avril 2024, quand un nouveau rapport du Groupe d'experts de l'ONU a été clôturé, le nombre de militaires rwandais présents au Nord-Kivu – de 3 à 4 000 – serait supérieur à celui de combattants du M23, estimé à 3 000. Ils occuperaient diverses positions stratégiques en RDC et seraient chargés de former les recrues des rebelles, parmi lesquelles des enfants. Toujours selon ce rapport, le déploiement rwandais en RDC « viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays. Le contrôle et la direction que

⁷² Simone Schlindwein, « [Kongos geheime weiße Armee](#) », taz, 9 janvier 2023.

⁷³ Paul Lorgerie, « [Dans l'est de la RDC, la mobilisation « tous azimuts » des soldats sans frontière](#) », Afrique XXI, 23 juin 2023.

⁷⁴ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, op. cit.

⁷⁵ Mathieu Olivier et Romain Gras, « [RDC-Russie : le groupe Wagner tente-t-il de s'implanter chez Félix Tshisekedi ?](#) », Jeune Afrique, 24 août 2022.

⁷⁶ « [Des mercenaires blancs en RDC](#) », Deutsche Welle, 12 janvier 2023.

⁷⁷ Simone Schlindwein, op. cit.

⁷⁸ Paul Lorgerie, op. cit.

⁷⁹ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, annexe 31, op. cit.

la RDF exerce de facto sur les opérations du M23 rendent également le Rwanda responsable des actes du M23 »⁸⁰.

Bien que plus discret, le soutien de l'Ouganda aux rebelles semble également confirmé. Il s'est une première fois manifesté en juin 2022, quand les UPDF ont laissé le M23 traverser la frontière ougando-congolaise pour s'emparer de la bourgade de Bunagana, alors qu'elles s'y étaient opposées trois mois plus tôt. Kampala laisserait également les recrues du M23 provenant d'Ouganda et du Kenya entrer librement en territoire congolais⁸¹. Des soldats des UPDF seraient également présents en RDC aux côtés du M23, bien que non-directement impliqués dans des combats⁸². Selon le dernier rapport des experts de l'ONU, la branche militaire du service de renseignement ougandais, la *Chieftaincy of Military Intelligence*, serait directement impliquée dans la logistique du M23 et le transport de ses dirigeants. Combattants rebelles et troupes de la RDF traverseraient librement le territoire ougandais pour gagner la RDC⁸³. Rappelons que, paradoxalement, les UPDF collaborent, depuis novembre 2021, avec les FARDC dans le cadre de l'opération *Shujaa* visant à éradiquer les ADF. Cependant, cette opération semble avoir surtout eu comme effet de les éloigner de la frontière et de les pousser plus profondément en territoire congolais, jusque dans le territoire de Mambasa en Ituri⁸⁴. Un contingent ougandais a également fait partie, pendant un peu plus d'un semestre en 2023, de la force de l'EAC, mais n'a pas combattu le M23, se contentant de « cohabiter » avec les rebelles et leur laissant le soin d'administrer les zones conquises⁸⁵.

Quelques groupes armés congolais collaboreraient également avec le M23, mais sans se battre directement à ses côtés. Il s'agirait, entre autres, du groupe *Zaire*, composé principalement de Hema de l'Ituri, créé en réaction à l'activisme meurtrier des Lendu de la Coopérative pour le développement économique au Congo (CODECO)⁸⁶, et des *Twirwaneho* (« défendons-nous » en kinyarwanda), composé de Banyamulenge du Sud-Kivu. Alors que des centaines de combattants de *Zaire* auraient été formés en Ouganda depuis 2022, d'autres auraient été plus récemment envoyés au Nord-Kivu pour être entraînés par le M23. Quant aux *Twirwaneho*, leur direction serait en contact étroit avec celle du M23 et certains cadres des deux mouvements se retrouveraient régulièrement à des réunions ou formations organisées au Nord-Kivu et au Rwanda. En outre, les *Twirwaneho* faciliteraient le recrutement de jeunes Banyamulenge par le M23. Et bien que cela puisse sembler paradoxal, 250 ex-combattants des FDLR seraient

⁸⁰ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2024/432, Conseil de sécurité, Nations Unies, 4 juin 2024.

⁸¹ Coralie Pierret, « ['Ils échangeaient par talkie-walkie' : en RDC, les liens entre l'Ouganda et la rébellion du M23 interrogent](#) », Le Monde, 21 juillet 2022 ; « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2022/967, op. cit. ; « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/431, op. cit.

⁸² Reagan Miviri, « [L'Alliance fleuve Congo, pour quoi faire ?](#) », Ebuteli, 12 juin 2024.

⁸³ « [Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2024/432, op. cit.

⁸⁴ « [L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC. Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?](#) », op. cit.

⁸⁵ « [Nord-Kivu : le contingent ougandais de l'EAC cohabite avec les rebelles du M23 à Bunagana \(sources locales\)](#) », Radio Okapi, 4 avril 2023.

⁸⁶ Georges Berghézan et Adolphe Agenonga Chober, « [La Codeco, au cœur de l'insécurité en Ituri](#) », Rapport du GRIP 2021/3, 2 juin 2021.

employés par les services de renseignement rwandais en soutien aux opérations de la RDF et du M23 au Nord-Kivu⁸⁷.

Enfin, en décembre 2023, le M23, *Zaire*, les *Twirwaneho* et six autres groupes armés et mouvements politiques congolais ont formé une coalition dénommée *Alliance du fleuve Congo* (AFC), dont les objectifs affichés sont « *d'en finir définitivement avec l'insécurité généralisée, les tueries et massacres massifs des populations ainsi que les idéologies génocidaires véhiculées par les forces négatives alliées au régime de Kinshasa* »⁸⁸. La direction de l'AFC est chapeautée par deux hommes : Sultani Makenga du M23 en est le coordonnateur militaire, tandis que Corneille Nangaa en est le coordonnateur politique, assisté par Bertrand Bisimwa, président du M23⁸⁹. À la tête de la *Commission électorale nationale indépendante* (CENI) de 2015 à 2021, Nangaa était, jusqu'alors, considéré comme un proche de Joseph Kabila. L'Ouganda aurait favorisé la constitution de ce mouvement, notamment dans le but de renforcer son influence dans l'est du Congo, d'élargir le front contre Kinshasa au-delà des Tutsis et de ne pas laisser au Rwanda le monopole du soutien au M23⁹⁰. En outre, il faut noter que la constitution de l'AFC a été annoncée à Nairobi et a été suivie de déclarations du président kenyan William Ruto qui ont fortement indisposé Kinshasa⁹¹.

8. Le dessous des cartes

Les réels motifs de la réapparition du M23, près d'une décennie après sa retraite forcée en Ouganda et au Rwanda, posent question. Les raisons avancées par le mouvement – échec du processus d'intégration dans les FARDC, défense des Tutsis, lutte contre les FDLR – ou même par l'AFC semblent davantage être des paravents camouflant les réels intérêts en jeu.

À ce propos, les relations mouvementées entre Kinshasa, Kigali et Kampala sont à mettre en parallèle avec le soutien apporté par ces deux derniers au M23.

Au début 2019, quand Félix Tshisekedi accède à la présidence et tente de se réconcilier avec ses deux voisins, les relations entre le Rwanda et l'Ouganda sont au plus bas. En février de cette année, Kigali ferme ses frontières avec l'Ouganda, l'accusant d'héberger des rebelles opposés au pouvoir du *Front populaire rwandais* (FPR). Les frontières resteront fermées pendant pratiquement trois ans⁹². La réconciliation sera officialisée par la réception du président

⁸⁷ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, op. cit.

⁸⁸ Armand Mouko Boudombo, « [Insécurité dans l'Est de la RDC : Ce qu'il faut savoir sur "l'Alliance du Fleuve Congo" lancée par Corneille Nangaa](#) », BBC Afrique, décembre 2023.

⁸⁹ Alliance du Fleuve Congo, « [Communiqué du 22 février 2024](#) », X, 22 février 2024.

⁹⁰ Kristof Titeca, « [Dans l'est de la RD Congo, le trouble jeu de l'Ouganda](#) », Afrique XXI, 27 mai 2024.

⁹¹ Romain Gras, « [M23 en RDC : entre Tshisekedi et Ruto, le dégel attendra](#) », Jeune Afrique, 30 mai 2024.

⁹² Jacques Deveau, « [Fin de brouille entre le Rwanda et l'Ouganda qui rouvrent leur frontière](#) », franceinfo, 31 janvier 2022.

rwandais Kagame par son homologue ougandais Yoweri Museveni en avril 2022⁹³, puis par la signature d'accords de coopération entre les deux pays onze mois plus tard⁹⁴.

Cependant, alors que ses deux voisins se déchirent, les relations entre Kinshasa et Kampala sont au beau fixe. En novembre 2019, les présidents Tshisekedi et Museveni conviennent de la construction de près de 1 200 kilomètres de routes reliant Goma et Butembo à l'Ouganda à travers le Nord-Kivu. En novembre 2021 débute l'opération *Shujaa*, officiellement pour lutter contre les ADF, mais également pour sécuriser le chantier routier, qui démarre quelques jours plus tard et est mis en œuvre par une société ougandaise, *Dott Services*⁹⁵. Le déploiement des UPDF est formalisé par un accord de coopération militaire signé en décembre 2021. En outre, en février 2022, les présidents ougandais et tanzaniens, la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) et *TotalEnergies* finalisent un accord d'investissement de plus de 10 milliards de dollars portant sur l'exploitation du pétrole du lac Albert, à cheval entre la RDC et l'Ouganda, et prévoyant son exportation par un oléoduc l'amenant jusqu'au port tanzanien de Tanga. Aussi, il est vraisemblable que, pour éviter un nouveau Cabo Delgado⁹⁶, l'opération *Shujaa* vise également à dissuader les attaques des ADF à partir de la rive congolaise du lac Albert⁹⁷.

La présence de troupes des UPDF à sa frontière occidentale, combinée à une route qui permettrait au Congo d'éviter le Rwanda pour ses importations en provenance d'Afrique de l'Est et à un oléoduc qui contourne soigneusement le Rwanda, semble avoir sérieusement importuné le pouvoir à Kigali. Celui-ci aurait donc décidé d'attribuer au M23 le rôle du chien dans le jeu de quilles. Et ceci n'a pas tardé à produire ses effets : dès mars 2022, lors de la première attaque du M23 sur Bunagana, les travaux sur le tronçon en construction menant à Goma ont été fortement perturbés, puis suspendus⁹⁸.

Plutôt que de se confronter au M23, l'Ouganda s'en est donc plutôt accommodé avant de le soutenir de plus en plus ouvertement, préférant sacrifier ses bonnes relations avec Kinshasa au profit de Kigali. Quant aux relations rwando-congolaises, si elles sont devenues exécrables, il faut noter que l'avènement de Tshisekedi a été marqué par une tentative de résoudre le lourd contentieux entre les deux pays. Ainsi, en juin 2021, les présidents Kagame et Tshisekedi concluaient un accord prévoyant que de l'or congolais serait exporté et raffiné au Rwanda⁹⁹.

⁹³ « [Ouganda : le président Museveni reçoit Paul Kagame, nouveau signe de rapprochement](#) », RFI, 25 avril 2022.

⁹⁴ « [Le Rwanda et l'Ouganda signent quatre accords de coopération](#) », Xinhua, 25 mars 2023.

⁹⁵ « [Rwanda and the DRC at Risk of War as New M23 Rebellion Emerges: An Explainer](#) », Africa Center for Strategic Studies, 29 juin 2022 ; « [L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC. Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?](#) », op. cit.

⁹⁶ Province du nord du Mozambique où la filiale locale d'État islamique perturbe depuis plusieurs années l'exploitation des réserves de gaz par TotalEnergies. Des troupes rwandaises, [financées par l'Union européenne](#), tentent de contenir l'insurrection.

⁹⁷ « [L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC. Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?](#) », op. cit. ; Martina Schwikowski, « [Why Rwanda supports M23 rebels in DR Congo's conflict](#) », Deutsche Welle, 22 février 2024 ; Aime Binda, « [Dans l'ombre du M23, une 'guerre secrète régionale des routes commerciales internationales, des corridors, chemins de fer et des voies de contrebande pour l'évacuation des minerais stratégiques congolais](#) », Congovirtuel, 27 février 2024.

⁹⁸ Martina Schwikowski, « [M23 rebels resurface in DR Congo](#) », op. cit.

⁹⁹ « [Or : la RDC et le Rwanda signent un accord sur l'exploitation minière](#) », Jeune Afrique, 27 juin 2021.

Mais la réémergence du M23 et les allégations de soutien rwandais ont entraîné sa suspension un an plus tard¹⁰⁰. D'autres rencontres ont encore eu lieu entre les deux chefs d'État : en juillet 2022, ils ont convenu d'entamer une « désescalade »¹⁰¹, qui n'a pas été constatée sur le terrain, et, en février 2024, leur dernier entretien, à Addis Abeba, se serait achevé par un « échange d'insultes »¹⁰².

Il est également intéressant de relever que, malgré le soutien avéré de l'Ouganda au M23, Kinshasa n'a pas adopté le même ton envers Kampala. Hésitant probablement à ouvrir un second front diplomatique, le président Tshisekedi n'a pas (encore ?) ordonné le départ des troupes des UPDF engagées dans l'opération *Shujaa*, bien qu'il ait mis fin à celles de la force régionale de l'EAC, où les soldats ougandais constituaient un des principaux contingents.

Au-delà des questions sécuritaires, l'ingérence ougandaise et rwandaise en RDC s'explique avant tout par les énormes bénéfices que retirent les deux pays de l'exploitation des ressources naturelles de l'est du Congo. Parmi ses ressources, il y a d'abord l'or, devenu le principal produit exporté tant par le Rwanda¹⁰³ que par l'Ouganda¹⁰⁴. Comme ces deux pays ne disposent que de réserves limitées, une grande partie de cet or est préalablement importé de pays voisins, avant d'être réexporté, particulièrement aux Émirats arabes unis. Cependant, selon de nombreuses sources, une part conséquente de l'or importé du RDC l'est frauduleusement, grâce à des réseaux où figurent de nombreux Congolais haut placés¹⁰⁵. La même pratique est constatée avec le coltan, autre ressource naturelle majeure du Kivu : le Rwanda, qui n'a que de rares mines de ce minerai, en est redevenu en 2023 le premier exportateur mondial, supplantant la RDC¹⁰⁶.

L'activisme du M23 semble donc intimement lié à ce que certains appellent le « pillage » des ressources naturelles du Congo par ses deux voisins. Certes, ce phénomène est bien antérieur à la réémergence du M23 qui paraît cependant l'avoir amplifié. Pour preuve, l'acharnement mis par les rebelles à s'emparer des mines de Rubaya, d'où serait extrait la moitié du coltan de RDC. Il est peu probable que les minerais tombés sous leur contrôle prennent une autre direction que le Rwanda. À ce propos, on ne peut que constater que, malgré les beaux discours sur les « minerais du sang », tant les multinationales de l'électronique comme *Apple*¹⁰⁷ que les grands consommateurs comme l'*Union européenne*¹⁰⁸ ferment les yeux sur la provenance de ce produit indispensable à l'industrie des ordinateurs et autres smartphones

¹⁰⁰ « [RDC: le processus de raffinage de l'or congolais par le Rwanda suspendu](#) », Actualité.cd, 17 juin 2022.

¹⁰¹ « [RDC/Rwanda : un accord pour une "désescalade" a été décidé à Luanda selon le président angolais Lourenço](#) », TV5 Monde, 6 juillet 2022.

¹⁰² « [Combats à l'Est de la RDC : l'Angola propose sa médiation](#) », Agence d'information d'Afrique centrale, 12 mars 2024.

¹⁰³ « [Gold in Rwanda](#) », Observatory of Economic Complexity, 2023.

¹⁰⁴ « [Gold in Uganda](#) », Observatory of Economic Complexity, 2023.

¹⁰⁵ « [How can Uganda export so much more gold than it mines?](#) », The Economist, 23 mai 2019 ; Jason Stearns, « [All that glitters: The struggle over Congolese gold](#) », Groupe d'étude sur le Congo, 15 mai 2023.

¹⁰⁶ « [Coltan: Rwanda ranks top global exporter for the fifth time in 10 years](#) », Agence Ecofin, 8 avril 2024.

¹⁰⁷ « [Blood minerals. 'Everyone sees the massacres in eastern Congo. But everyone is silent.'](#) », Amsterdam & Partners, avril 2024.

¹⁰⁸ Carole Assignon, « [Le Rwanda et l'UE renforcent leur coopération minière](#) », Deutsche Welle, 21 février 2024.

Conclusion

Le soutien du Rwanda à la réapparition du M23 comme le changement de posture de l'Ouganda camouflent donc les puissants intérêts économiques de ces deux pays, soucieux de garder un maximum de contrôle sur les ressources de l'est du Congo. D'un point de vue géostratégique, cela explique également le peu de protestations des dirigeants politiques du monde occidental face à ce qui apparaît de plus en plus clairement comme une invasion d'un pays souverain par au moins un de ses voisins et le peu d'émoi de la plupart des médias face à une tragédie humanitaire de grande ampleur. En outre, l'image d'un Rwanda « exemple pour l'Afrique » que sa diplomatie a réussi à faire prévaloir en Occident explique également la réticence de celui-ci à sérieusement questionner les expéditions de Kigali¹⁰⁹.

Mais tout ceci n'explique pas l'impuissance des FARDC et de leurs nombreux alliés à venir à bout d'adversaires numériquement très inférieurs. Certes, la RDF, considérée comme une des meilleures armées d'Afrique centrale, a déployé en RDC des armements sophistiqués rarement vus auparavant dans la région, comme des obus de mortier guidés¹¹⁰ ou des missiles sol-air¹¹¹.

En dépit de cela, un facteur majeur permettant la progression du M23 et de la RDF à travers le Nord-Kivu est à rechercher dans le camp congolais lui-même. Selon Adolphe Chober Agenonga, analyste et collaborateur du GRIP, les raisons de l'incapacité des FARDC à contenir les assauts du M23 et du contingent de la RDF en RDC sont à rechercher dans les dysfonctionnements structurels de l'armée congolaise, dont la multiplicité des centres de commandement, les déficiences logistiques et la démotivation de soldats mal équipés et mal payés¹¹². Il n'est dès lors pas étonnant que nombreux soient les militaires à préférer la fuite au combat, comme en témoignent les dizaines de condamnations prononcées en 2024¹¹³. On pourrait ajouter à ces pratiques malsaines la fréquente cession par des soldats ou des officiers d'armes et munitions à des groupes armés, que ce soit pour les envoyer à leur place combattre d'autres insurgés ou par simple esprit de lucre¹¹⁴. L'apparition des *Wazalendo* et leur utilisation pour combattre le M23 n'ont fait qu'officialiser ces pratiques. Enfin, il faut rappeler que les FARDC ont été fondées en 2003 en réunissant sous une même coupole une armée régulière et différents groupes armés, intégrés au terme d'une courte formation, le « brassage ». De nombreux officiers autoproclamés de divers groupes armés ont pu garder leur grade au sein des FARDC bien que, dit-on, certains

¹⁰⁹ Samia Chabouni, « [La diplomatie multifacette rwandaise. Analyse d'une stratégie de rayonnement extérieur](#) », Annuaire français de relations internationales, 2024.

¹¹⁰ « [Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo](#) », S/2023/990, op. cit.

¹¹¹ « [L'armée rwandaise utilise des missiles sol-air dans l'est de la RDC, selon un document de l'ONU](#) », Le Monde, 12 février 2024.

¹¹² Wendy Bashi, « [Le M23 continue sa progression dans le Nord-Kivu](#) », Deutsche Welle, 2 juillet 2024.

¹¹³ « [République démocratique du Congo: huit militaires condamnés à mort pour 'lâcheté' et 'fuite devant l'ennemi'](#) », Le Figaro, 3 mai 2024 ; « [En RDC, vingt-cinq militaires condamnés à mort pour 'fuite devant l'ennemi'](#) », Le Monde, 4 juillet 2024 ; « [RDC-Procès pour fuite devant le M23 : seuls les militaires de rangs et des officiers subalternes sont jusqu'à présent jugés](#) », actualite.cd, 6 juillet 2024.

¹¹⁴ « [\[Dossier\]RDC : malgré 18 ans d'embargo, des armes circulent, FARDC et pays voisins indexés](#) », Radio Okapi, 21 septembre 2021.

soient illettrés¹¹⁵. Tout ceci concourt à expliquer que, malgré des effectifs estimés à au moins 150 000 hommes, les FARDC collectionnent les revers dans leur lutte contre les groupes armés de l'Est et semblent, à l'heure de boucler cette note, subir une véritable débâcle face au M23.

Sur le plan humanitaire, les effets de l'activisme du M23 sont catastrophiques. Bien qu'il ne soit pas le groupe armé le plus sanglant du Congo et que son objectif ne soit pas d'exterminer des communautés entières, à la différence des ADF et de la CODECO, il a néanmoins commis de graves violations des droits humains et du droit de la guerre, par exemple les massacres de civils de Kishishe et Bambo (territoire de Rutshuru) en novembre 2022¹¹⁶ ou le bombardement de camps de déplacés, comme à Goma en mai 2024¹¹⁷. Vivant dans des conditions épouvantables, ces déplacés sont maintenant plus de 7 millions en RDC, le Nord-Kivu étant la province la plus touchée¹¹⁸. L'insurrection du M23 avait, à elle seule, provoqué l'exode de 1,3 million de personnes en mars 2024¹¹⁹, alors que des milliers d'autres sont en train de fuir face à l'avancée des rebelles dans le Grand Nord.

Même si la progression du duo M23-RDF semble pour l'heure irrésistible, il est peu probable qu'il parvienne à garder le contrôle des zones conquises, alors que la population lui est foncièrement hostile et qu'il s'éloigne de ses bases arrière, soit le Rwanda. En outre, en s'approchant de Butembo, le M23 et la RDF pénètrent dans une région où les intérêts économiques ougandais sont prédominants, ce qui ne peut qu'importuner Kampala¹²⁰. L'option militaire représente également une voie sans issue pour Kinshasa, qui ne peut compter ni sur son armée ni sur ses *Wazalendo* pour engranger des succès significatifs. Un même constat peut s'appliquer à la force régionale d'Afrique australe, la SAMIDRC, ne fut-ce qu'en raison de la réticence de Pretoria à engager ses troupes directement contre la RDF¹²¹.

Dès lors, l'issue à ce conflit ne peut être que négociée. Deux « processus » en ce sens ont été lancés. Le premier, dit « de Luanda », dans le cadre de l'*Union africaine* et avec la médiation de l'Angola, vise à normaliser les relations entre Kigali et Kinshasa. Le second, dit « de Nairobi », initié par l'EAC, se focalise sur les groupes armés. Mais l'un et l'autre sont au point mort, le M23 refusant le retrait de ses combattants, la RDF niant toujours sa présence au Congo et Kinshasa ayant labélisé le M23 de « mouvement terroriste » avec lequel on ne négocie pas¹²².

¹¹⁵ Georges Berghezan, « [Forces armées de RDC : le chaos institutionnalisé ?](#) », GRIP, 9 janvier 2014.

¹¹⁶ « [RDC : au moins 131 civils tués par le M23 à Kishishe et Bambo, selon une enquête préliminaire de l'ONU](#) », ONU Info, 8 décembre 2022.

¹¹⁷ Pascal Mulegwa, « [RDC : le bilan de la frappe rebelle sur un camp de déplacés à Goma passe à 35 morts \(officiel\)](#) », Anadolu Agency, 9 mai 2024.

¹¹⁸ « [Democratic Republic of the Congo: Internally displaced persons and returnees](#) », United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, mars 2024.

¹¹⁹ « [RDC : 1,3 million de personnes déplacées par les violences dans l'Est](#) », ONU Info, 26 mars 2024.

¹²⁰ Christophe Châtelot, op. cit.

¹²¹ Peter Fabricius, « [Ramaphosa tries to patch up relations with Rwanda](#) », Institute for Security Studies, 12 avril 2024.

¹²² Remadji Hoinathy, « [Eastern DRC peace processes miss the mark](#) », Institute for Security Studies, 8 février 2023.

Au début juillet 2024, après plusieurs cessez-le-feu de courte durée, ce sont les États-Unis qui ont imposé à Kinshasa et Kigali une « trêve humanitaire » de quinze jours¹²³. On peut espérer que l'influence de Washington, qui pousse également à une reprise du dialogue entre les deux États¹²⁴, permettra au moins à l'aide humanitaire de parvenir aux centaines de milliers de sans-abris victimes des derniers combats. Mais le chemin du retour à la paix semble encore très long et complexe et devra tenir compte, d'abord de la souveraineté de la RDC, puis de la « reconversion » des M23 et autres *Wazalendo*. Il faudra aussi d'urgence apaiser les tensions intercommunautaires et, à plus long terme, régler durablement le problème des groupes armés en réinstaurant un État digne de ce nom dans l'est du Congo.

¹²³ « [Dans l'est de la RDC, une « trêve humanitaire » semble être observée entre les forces congolaises et le M23](#) », Le Monde, 5 juillet 2024.

¹²⁴ « [Washington œuvre pour le rapprochement entre Kinshasa et Kigali](#) », Anadolu Agency, 24 février 2024.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur grip.org.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX

Avenue des arts, 7-8.

Bruxelles

Tél. : +32 (0) 473 982 820

Site Internet : grip.org